

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/W/465**

24 septembre 2001

(01-4518)

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## **QUESTIONS LIÉES À LA MISE EN ŒUVRE RENVOYÉES AU COMITÉ À LA DEMANDE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL LE 31 JUILLET 2001**

Examen par le Comité SMC des dispositions de l'Accord sur les subventions  
et les mesures compensatoires concernant les enquêtes  
en matière de droits compensateurs

### Communication du Brésil

La Mission permanente du Brésil a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 septembre 2001.

Nous vous remercions pour votre note informelle, très utile, dans laquelle vous résumez les discussions relatives, entre autres, aux propositions concernant les "enquêtes en matière de droits compensateurs", que le Brésil et l'Inde ont présentées au Comité pour analyse technique.

À la réunion qui s'est tenue le 18 septembre 2001, la délégation brésilienne a fait part de certaines réactions préliminaires aux questions contenues dans ce document. Mon gouvernement examine de façon approfondie l'ensemble des divers aspects soulevés, notamment les éventuels chevauchements entre notre proposition et le document de l'Inde qui a aussi été distribué récemment. Nous serions favorables, dans la mesure du possible, à une certaine forme de rationalisation des deux propositions, afin qu'il soit plus facile pour le Comité de les analyser. Un tel exercice pourrait toutefois soulever quelques difficultés étant donné que même si les principales catégories abordées dans les deux documents peuvent être identiques, dans la plupart des cas les angles sous lesquels chaque pays les a appréhendées peuvent différer.

S'agissant du point de savoir quelles sont les questions dues au silence ou à l'ambiguïté du texte de l'Accord et quelles sont celles qui nécessiteraient une modification des dispositions existantes, il semblerait que notre proposition en vue de l'introduction de lignes directrices supplémentaires concernant l'article 14 et de dispositions relatives à l'échantillonnage puisse être entendue comme appelant une certaine forme de modification de l'Accord, alors que les autres points pourraient probablement être résolus moyennant l'interprétation des lacunes du texte de l'Accord.

S'agissant de l'application à l'Accord sur les subventions des règles existantes de l'Accord antidumping, en ce qui concerne l'échantillonnage et les données de fait disponibles, nous estimons que ces règles actuelles concernant l'antidumping sont un point de départ satisfaisant pour les débats. Toutefois, nous ne devrions pas écarter la possibilité de discuter d'autres dispositions dans le cadre de l'analyse de la question. Les autorités de mon pays examinent ces autres possibilités supplémentaires.

./.

En dernier lieu, les autorités de mon pays pensent qu'il est très difficile d'établir un ordre de priorité entre les différents points que nous avons abordés, estimant qu'ils ont tous le même degré d'importance.

---